

La disparition des chrétiens d'Orient n'est pas inéluctable

La plupart des Maghrébins ont tendance à croire que tout Arabe est forcément musulman. C'est que le Maghreb a vu disparaître ses derniers chrétiens au XII^e siècle, forcés qu'ils furent alors par les Almohades de se convertir à l'islam. En Orient, en revanche, berceau des trois religions abrahamiques, les populations indigènes chrétiennes se sont maintenues jusqu'à nos jours. Près de 10% des Égyptiens sont coptes, un Libanais sur trois appartient à l'une ou l'autre des branches locales du christianisme. La Jordanie, l'Irak, la Syrie, la Palestine et Israël abritent des communautés plus ou moins importantes de «Nassara», comme on appelle en terre d'islam les adeptes de Jésus de Nazareth.



Sophie Bessis

Dans une partie de l'Irak, ce terme est aujourd'hui maudit. A Mossoul et dans les autres localités conquises depuis le mois de juin par «l'Etat islamique» d'Abu Bakr al-Baghdadi, les chrétiens n'ont eu d'autre choix que de se convertir à l'islam, de payer l'impôt spécifique imposé aux minorités religieuses soumises au statut de dhimmi, de fuir en abandonnant tous leurs biens ou d'être tués dans les plus atroces conditions. Avant son occupation par les troupes de Da'ech, Mossoul comptait de 5000 à 20 000 chrétiens. Il n'en reste aujourd'hui plus un seul. Ceux qui n'ont pas voulu quitter leur ville ont été assassinés ou convertis. Continuant sa progression, l'armée du «Califat» a également chassé les Yézidis de Sinjar. Cette communauté kurdophone d'environ 300 000 personnes pratique un monothéisme très ancien. Car ce Moyen-Orient aujourd'hui en proie à une tragique décomposition a été, jusqu'à une époque récente, une véritable mosaïque confessionnelle, une sorte de carte grandeur nature des différentes chapelles qu'ont engendrées les trois versions de la révélation.

Malgré toutes les tempêtes de l'histoire, cette diversité a tenu quelque deux millénaires. On en voit peut-être aujourd'hui la fin. Mais la sanglante caricature offerte par Da'ech n'est pas un coup de

tonnerre dans un ciel serein. Dans cette région rétive à la sécularisation, les minorités religieuses occupent une position inférieure et les périodes troublées y ont de tout temps été propices à la persécution. L'émergence, au tournant des années 1980, de l'islam politique, et le développement depuis une quinzaine d'années de mouvements jihadistes s'étant donné pour vocation, selon les mots d'Oussama Ben Laden, «d'éliminer les juifs et les croisés» ont précarisé les minorités chrétiennes, les communautés juives ayant disparu du Moyen-Orient arabe depuis les années cinquante. La plupart du temps, les Etats autoritaires ont cru pouvoir combattre l'islamisme en pratiquant un fondamentalisme d'Etat qui a creusé les clivages. Ainsi, dans l'Egypte de Moubarak, les coptes furent intermédiairement discriminés. Durant le bref intermède présidentiel de Mohamed Morsi, leur situation s'est détériorée. Après le coup d'Etat militaire de juillet 2013 et la répression qui a suivi, les sympathisants du président déchu s'en sont pris à eux, détruisant des églises et tuant des fidèles.

En Irak, où la population chrétienne avoisinait le million avant l'invasion américaine de 2003, les exactions ont commencé avant les récentes victoires de Da'ech. En octobre 2010, un attentat perpétré dans l'Eglise syriaque catholique de

Bagdad par l'antenne locale d'Al Qaïda faisait des dizaines de morts. En n'ayant de ce pays, et de l'ensemble du Moyen-Orient, qu'une lecture confessionnelle, en favorisant ici les chiites et là les monarchies sunnites, sans parler de sa complaisance envers une droite israélienne voulant faire éternir le caractère exclusivement juif de l'Etat hébreu, Washington a ouvert une boîte de Pandore qui n'est pas près de se refermer. Coincées entre tous les extrémismes qui déchirent aujourd'hui la région, les minorités en sont les victimes désignées.

La disparition des chrétiens d'Orient est-elle inéluctable ? En Irak, leur nombre a diminué de moitié depuis 2003. Au Liban où ils étaient majoritaires dans les années 1950, ils ne représentent plus qu'un tiers de la population. En Palestine aussi, leur nombre n'a cessé de se réduire. De nombreuses voix, heureusement, se sont élevées dans le monde arabe et musulman pour condamner la barbare folie des nouveaux maîtres du nord de l'Irak. Mais, au-delà de la nécessité absolue de les éliminer, les régimes arabes comme les puissances occidentales doivent opérer une révision déchirante de leurs politiques et de leurs alliances pour assécher le terrain sur lequel Da'ech a prospéré.

Le mot de la semaine

«Recyclage»

Recyclage. Quel beau mot. Serait-ce un néologisme ? Polysémique, il demeure toutefois intraduisible en arabe, puisque les arabes n'ont pas de cycles et les musulmans sont à jamais fixés le court laps de temps, les deux décennies qui séparent la révélation de la mort de Mohammed Ibn Abdullah !

Par Abdelkrim Gabous

Voici quelques définitions de « recyclage »

* Orientation scolaire, pédagogique. Action de recycler un élève, de le faire passer dans un autre niveau d'études qui devrait lui convenir le mieux.

* Formation professionnelle. Formation complémentaire ou entièrement nouvelle dispensée à des adultes en vue d'une mise à jour de leurs connaissances, d'une amélioration de leur compétence, de leur qualification ou d'une éventuelle reconversion qui leur permettra de s'adapter aux exigences des progrès scientifiques et techniques et aux mutations de la vie moderne.

Recyclage des connaissances. Mise à jour, révision ou refonte des connaissances acquises permettant l'adaptation aux progrès scientifiques.

. Énergie, industrie. Opération consistant

à soumettre un fluide, une matière énergétique, un produit à un traitement supplémentaire en vue de compléter sa transformation, son épuration et plus généralement sa réutilisation.

* Économie monétaire. Réinjection, sous des formes diverses (placements, investissements, etc.) de recettes dans des circuits financiers et monétaires. Recyclage de capitaux.

* Au sens figuré. Modification complète de quelque chose. Depuis quelques saisons, on assiste à un véritable recyclage de l'amour, de la politique et même des sentiments.

* Voyons voir donc maintenant la politique tunisienne (boulitique, en tunisien)

Je m'excuse mais je perçois les formations politiques, pour ne pas dire les partis, comme les bennes de recyclage des déchets.

J'en vois généralement trois, la première est réservée aux déchets biodégradables - chez nous, il y en a au moins cents ! La deuxième est consacrée aux objets recyclables comme les boîtes d'archives, les cartes d'adhésion des partis et associations, les journaux, les billets de banque et les bouteilles en plastique ou en verre, d'huile, de vin et même d'eau de javel. La troisième est destinée aux déchets dangereux, piles, batteries, smart phone, ordinateurs, bombes lacrymogènes et Salacubakos. Leur dégradation exige des siècles ; leur recyclage relève du ressort des sociétés allemandes, turques, américaines

Si je m'en tiens aux listes électorales dont j'ai eu connaissance, il apparaît au pif que le recyclage chez nous, écologique et politique, n'est pas un tri mais un transvasement d'une benne vers l'autre. Rien de plus, suivez mon regard !

Attariq

Aljadid

N°384 - du 23 au 19 Août 2014

Prix: Tunisie 0.800DT - France 1 Euro

attariq.aljadid@gmail.com

Appel du Parti Al Massar

Unissons-nous pour la Tunisie



«De la Tunisie à la Palestine, la danse de l'Eau, est source d'Espoir et de Vie!»

Par Ahlem Ghazaya

page 4

ÉMEUTES AUX ÉTATS UNIS :

VILLE NOIRE, POUVOIR BLANC

Par Mohamed Larbi Bouguerra

page 6

La disparition des chrétiens d'Orient n'est pas inéluctable

Par Sophie Bessis

page 7

Edito

L'UPT, une solution offerte aux démocrates

Nous entamons, aujourd'hui, la semaine consacrée par l'Instance Supérieure Indépendante des Élections au dépôt des listes des candidats aux élections législatives. Ces listes sont quasiment arrêtées par les partis politiques qui vont entrer dans cette course cruciale et décisive quant à l'avenir du pays.

Il est cependant légitime, avant même que les résultats ne soient proclamés, de se demander si ces élections vont refléter la configuration réelle des forces politiques et les choix politico-culturels du peuple, car si tout un chacun ne cesse de rappeler que les élections de 2011 ont mis au monde un monstre qui ne ressemble en rien à ses attentes, ni à celle de ses parents, citoyens tunisiens à part entière, il ne cesse de déplorer la désunion des démocrates lors des élections d'octobre qui ont apporté au pouvoir le parti islamiste Ennahdha.

Il semble que nous reproduisons, aujourd'hui, le même scénario : innombrables sont les listes déjà annoncées et de celles qui le seront dans les jours à venir, puisque les recalis à la première session de l'ère démocratique s'entêtent à ne pas revoir leurs copies et répètent les mêmes erreurs.

Ainsi, nous verrons, encore une fois cette année, plusieurs dizaines de listes en concurrence au sein de la même grande famille, celle des démocrates progressistes qui plaident pour un État civil et moderniste, cette famille qui a pourtant bien savouré son éclatant succès, en août dernier, lorsque, unie, elle a réussi à faire « dégager » le gouvernement de la troïka et à imposer sa version de la nouvelle constitution.

Cette belle union s'effrite au mauvais moment, moment où elle devrait être plus que jamais consolidée. Certains partis et certains chefs ont préféré croupir dans la solitude et céder à l'obsession d'un « MOI » surdimensionné.

Grâce à la décision de son Conseil Central, tenu samedi et dimanche derniers, le parti El Massar tente de sauver la situation en démontrant avec qu'il n'a pas été contaminé par la myopie ni par l'égo obsessionnel, en annonçant, malgré un environnement politique difficile, voire hostile, son attachement au principe de l'unité des forces démocratiques si nécessaire à cette phase délicate de notre histoire.

L'Union Pour la Tunisie (UPT) représentera donc la bouée de sauvetage des partis qui voudront bien y adhérer, ainsi que de la grande masse des indépendants.



Mounir Charfi